

Unité bidépartementale Calvados Manche
1 rue Recteur Daure
CS 6004
14000 Caen

Caen, le 01/07/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 27/06/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

CARRIERES DES TROIS VALLEES

Le Plafond
61430 Sainte-Honorine-la-Chardonne

Références : 2024.385
Code AIOT : 0005301332

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/06/2024 dans l'établissement CARRIERES DES TROIS VALLEES implanté La Héberde 50720 Barenton. L'inspection a été annoncée le 02/05/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite d'inspection s'inscrit dans le cadre de la gestion des suites de l'inspection de 2020 et du projet de renouvellement et d'extension de la carrière présenté en 2023 par l'exploitant.

L'Inspection s'est rendue au niveau :

- de la zone d'exploitation surplombant le fond de fouille du site;
- de la plateforme de stockage des matériaux;
- des bassins de décantation
- du point de rejet servant pour les prélèvements des analyses réglementaires le long de la route départementale 60.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CARRIERES DES TROIS VALLEES
- La Héberde 50720 Barenton
- Code AIOT : 0005301332
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société carrières des 3 vallées exploite la carrière de la Héberde sur le site de Barenton pour son gisement de grès quartzites sur une superficie total de 113 943 m².

Une installation mobile de traitement des matériaux est présente lors des campagnes. Les granulats produits sont stockés sur site avant d'être repris pour commercialisation.

L'apport de déchets inertes n'est pas autorisée sur cette carrière.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Registres et Plans	Arrêté Préfectoral du 01/04/2015, article 12	Sans objet
2	Respect du phasage	Arrêté Préfectoral du 01/04/2015, article 18,19,20	Sans objet
3	Limites des excavations	Arrêté Préfectoral du 01/04/2015, article 21	Sans objet
4	Gradins	Arrêté Préfectoral du 01/04/2015, article 22,2	Sans objet
5	Merlons	Arrêté Préfectoral du 01/04/2015, article 27	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitation de la carrière reste faible compte tenu de la qualité aléatoire du gisement restant dans l'emprise actuelle de l'autorisation d'exploiter. Ainsi, le dernier tir de mines date de 2021 et les expéditions se font depuis cet abattage.

Un projet de renouvellement et d'extension de la carrière devrait être déposé en juillet 2024 selon les propos de l'exploitant pour des parcelles situées à l'Ouest du périmètre actuel.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Registres et Plans

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/04/2015, article 12
Thème(s) : Situation administrative, mise à jour annuelle des plans
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Un plan d'échelle adaptée à la superficie est établi par l'exploitant. Sur ce plan sont reportés les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter et ses abords, dans un rayon de 50 mètres, les bords de la fouille, les courbes de niveau, les cotes d'altitude des points significatifs (niveau du fond de fouille,...), les zones défrichées, décapées, en cours d'exploitation, en cours de remise en état et remises en état, l'emprise des infrastructures (installations de traitement et de lavage des matériaux, voies d'accès, ouvrages et équipements connexes,...), des stocks de matériaux et des terres de découvertes.</p> <p>Les surfaces Si, S2 et S3 des différentes zones (exploitées, en cours d'exploitation, remise en état,</p>

<p>en eau,...) sont consignées dans une annexe à ce plan. Les écarts par rapport au schéma prévisionnel d'exploitation et de remise en état produit en vue de la détermination des garanties financières sont mentionnés et explicités.</p> <p>Ce plan doit être réalisé, sur demande de l'inspection des installations classées, par un géomètre, notamment pour vérifier l'état d'avancement des travaux de remise en état.</p> <p>Ce plan et ses annexes sont mis à jour au moins une fois par an et copie en est adressée à la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement - Unité Territoriale de la Manche.</p> <p>Un exemplaire est conservé sur l'emprise de la carrière et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitation de la carrière reste faible compte tenu de la qualité aléatoire du gisement restant dans l'emprise actuelle de l'autorisation d'exploiter. Ainsi, le dernier tir de mines date de 2021 et les expéditions se font depuis cet abattage.</p> <p>L'exploitant a fourni un plan d'exploitation en date du 22/11/2023. La limite d'emprise décalée de 50 mètres est présente, la limite d'emprise à 10 mètres également ainsi que le périmètre d'exploitation.</p> <p>Sur ce même plan est présenté le projet d'extension de la carrière dont le dossier de demande d'autorisation environnementale devrait être déposée courant juillet 2024 selon l'exploitant.</p> <p>L'exploitant respecte les dispositions de l'article 12 de son arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 2 : Respect du phasage

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/04/2015, article 18,19,20</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Phasage, Déboisement, Décapage</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le phasage d'exploitation reporté sur les plans en annexe 2 doit être scrupuleusement respecté. Toute modification doit faire l'objet d'une demande préalable à la préfète de la Manche.</p> <p>Déboisement: Sans préjudice de la législation en vigueur, les éventuels déboisements et défrichages de terrains doivent être réalisés progressivement, par phase correspondant aux besoins de l'exploitation.</p> <p>Décapage:</p> <p>1/ Le décapage des terrains doit être en accord avec le plan de phasage.</p> <p>2/ Le décapage est réalisé de manière sélective, de façon à ne pas mêler les terres végétales constituant l'horizon humifères aux stériles. L'horizon humifère et les stériles sont stockés séparément et réutilisés pour la remise en état des lieux. La hauteur des tas de terre végétale devra être telle qu'il n'en résulte pas d'altération de ses caractéristiques. A ce titre, le dépôt des horizons humifères n'aura pas une hauteur supérieure à 2 mètres.</p> <p>3/ L'exploitant s'assure, lors de l'exploitation de la carrière, que les matériaux de découverte et stériles susceptibles d'être utilisés pour le remblayage et la remise en état de la carrière ou pour la réalisation et l'entretien des pistes ne sont pas en mesure de dégrader les eaux superficielles et souterraines.</p> <p>Il étudie et veille au maintien de la stabilité de ces dépôts.</p>

<p>Constats :</p> <p>L'exploitant déclare être en retard sur le plan de phasage, en effet étant donné la qualité de gisement il a décidé de cesser d'exploiter cette partie de la carrière et de déposer un dossier de demande d'autorisation environnementale pour une extension de la carrière à l'ouest du site actuel.</p> <p>Ce dossier devant être déposé en juillet 2024 il n'est pas demandé à l'exploitant d'actualiser son plan de phasage. Si l'exploitant devait ne pas déposer son dossier de renouvellement avant la fin de l'année, l'Inspection demande à l'exploitant de fournir un plan de phase actualisé associé aux montants des garanties financières recalculées.</p> <p>Aucun nouveau déboisement ou décapage n'est intervenu depuis la dernière visite d'inspection .</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Limites des excavations

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/04/2015, article 21</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, bornage</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les bords des excavations sont tenus à distance horizontale d'au moins 10 mètres des limites du périmètre sur lequel porte l'autorisation ainsi que de l'emprise des éléments de la surface dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publiques.</p> <p>Cette distance pourra être augmentée en tant que de besoin. En particulier, l'exploitation du gisement à son niveau le plus bas doit être arrêtée à compter du bord supérieur de la fouille à une distance horizontale telle que la stabilité des terrains voisins ne soit pas compromise.</p> <p>Cette distance prend en compte la hauteur totale des excavations, la nature et l'épaisseur des différentes couches présentes sur toute cette hauteur.</p> <p>La distance horizontale entre le bord des excavations (c'est-à-dire la position finale des fronts supérieurs) et la RD60 doit être au minimum de 50 mètres sous réserve de respecter les prescriptions particulières fixées à l'article 32.</p>
<p>Constats :</p> <p>La distance horizontale de 50 mètres entre le bord des excavations et la RD60 est respectée.</p> <p>Les bords des excavations sont tenus à une distance horizontale de 10 mètres des limites du périmètre sur lequel porte l'autorisation.</p> <p>L'inspection n'a pas constaté d'instabilité et la végétation a déjà colonisé la zone permettant de fixer les fronts.</p> <p>Le contrôle par sondage indique que l'exploitant respecte les prescriptions de l'article 21 de son arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : Gradins

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/04/2015, article 22,2</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Exploitation</p>
<p>Prescription contrôlée :</p>

<p>Les gradins ont une hauteur unitaire maximale de 15 mètres maximum.</p> <p>Leur nombre est limité à 4. Cependant, le respect de la valeur limite de vibrations fixée à l'article 32 pourra nécessiter de mettre en oeuvre un mode d'abattage par demi-front et la configuration de certains secteurs pourra temporairement comporter plus de 4 fronts.</p> <p>Aucune extraction ne doit être réalisée au-dessous du niveau + 190 m NGF.</p> <p>Les banquettes horizontales séparant chaque gradin ont une largeur au moins égale:</p> <ul style="list-style-type: none"> • à 15 mètres en cours d'exploitation lorsqu'elles sont destinées à être utilisées par des véhicules et à 5 mètres dans les autres cas, • à 3 mètres en fin d'exploitation. La progression des niveaux d'extraction sera réalisée de manière à maintenir en permanence l'accès à toutes les banquettes.
<p>Constats :</p> <p>D'après le plan fourni, les gradins nord-ouest ont une hauteur de 20 mètres, ce sont des fronts anciens réaménagés et végétalisés déjà évoquées dans le dossier de renouvellement antérieur selon l'exploitant. Ces fronts sont effectivement non exploités et colonisés par une végétation luxuriante stabilisant ainsi ce front. Des arbres de hautes tiges indiquent effectivement que l'exploitation de ce front à cesser il y a très longtemps.</p> <p>Le nombre de front reste limité à 4 et l'accès aux banquettes est présent.</p> <p>Le niveau de fond de fouilles est à +192 m NGF.</p> <p>L'ensemble des constatations permet de considérer que l'exploitant respecte ses prescriptions.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : Merlons

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/04/2015, article 27</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, bruits</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Des merlons de protection visuelle et acoustique sont aménagés en périphérie de zones exploitées conformément au plan de phasage et aux dispositions de l'article 16-3 du présent arrêté.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le merlon Ouest entre la RD60 et l'exploitation n'était pas finalisé lors de la dernière visite d'inspection.</p> <p>Celui-ci est dorénavant fini et un replantage de végétaux a été effectué pour densifier la zone.</p> <p>Ce point est donc conforme.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>